

# DE QUÉBEC A VICTORIA

## OBSERVATIONS ET RÉFLEXIONS

M. l'abbé Cyrille Gagnon, directeur du Grand Séminaire de Québec, a déjà dit ici même (1) ce que c'est que *La Liaison française*. " C'est une association formée dans le but de resserrer les liens d'amitié, d'entente cordiale et de collaboration entre tous les groupes de langue française en Amérique, par le moyen surtout de voyages annuels organisés au centre de l'Association, c'est-à-dire dans la Province de Québec."

*La Liaison française* est encore bien vivante ; elle poursuit toujours la noble et patriotique fin qu'elle s'est assignée, et elle a organisé, le printemps dernier, son troisième voyage en Ontario et dans l'Ouest canadien. Cette année, comme en 1925, elle s'est rendue en Colombie britannique, jusqu'à Vancouver et Victoria.

Nous avons eu l'avantage de prendre part à ce dernier voyage : et ce sont les observations qu'il nous a été donné d'y faire et les réflexions qu'elles nous ont suggérées qu'on nous demande de communiquer aux lecteurs du *Canada français*.

\*

\* \*

Mais avant de parler des pays traversés et des populations visitées, il n'est peut-être pas hors de propos de dire un mot de ceux qui ont fait cette longue randonnée et de présenter aux lecteurs le groupe des voyageurs, ou plutôt des pèlerins de *La Liaison française*. C'est le titre qu'on nous a souvent

---

(1) Livraison de sept. 1925, p. 53.

donné là-bas. Et cette expression n'est pas trop mal choisie ; elle est analogiquement vraie. En effet, *pèlerin* se définit " celui qui fait par dévotion un voyage à un lieu consacré " ;(1) or, c'est pressés surtout par un sentiment de piété patriotique que nous avons entrepris notre long voyage, et les lieux que nous avons visités ont tous été consacrés par les courses, les travaux, les sueurs, les souffrances et parfois le sang de nos héroïques missionnaires et découvreurs, et sont encore tout imprégnés de leur souvenir.

Les pèlerins de *La Liaison française* n'étaient pas très nombreux cette année ; nous n'étions en tout que soixante-cinq. Mais ce petit groupe était, par contre, bien représentatif. Il y avait des hommes, il y avait aussi quelques dames et demoiselles, et la présence de ces dernières, outre qu'elle donnait un ton plus clair au tableau et ne pouvait que nous valoir un surcroît de délicatesse de la part de nos hôtes, était de la plus haute convenance. N'avons-nous pas là-bas des sœurs comme des frères ? Et puis nos missionnaires et nos découvreurs n'ont-ils pas eu des émules parmi les femmes ? Et si nous, les hommes, nous marchions sur les traces de la Véréndrye et de ses compagnons, les dames et demoiselles ne pouvaient-elles pas suivre les pas de madame J.-B. Lagimonière, si providentiellement conduite par Dieu dans l'Ouest pour y préparer l'arrivée des missionnaires, et ceux des admirables Sœurs Grises de Montréal qui, à la demande du premier Évêque de la Rivière-Rouge, n'hésitèrent pas à s'aventurer dans la *grande prairie* pour y seconder les efforts des prédicateurs de l'Évangile ?

Les voyageurs de *La Liaison française* étaient en très grande partie des Canadiens français de la Province de Québec ; mais ceux-ci avaient le plaisir de compter parmi eux, cette année, un distingué Français de France : M. Victor Forbin, collaborateur à *La Revue des Deux-Mondes* et à *L'Illustration* ; et deux dignes représentants du petit

---

(1) Dictionnaire de Mgr Élie Blanc.

peuple frère aîné du nôtre et martyr de son attachement à sa foi catholique et à ses origines françaises, dans la personne de deux curés de Bathurst : un vénérable septuagénaire, M. l'abbé Boucher, et un prêtre plus jeune et bien décidé de marcher sur les traces de ses devanciers, M. l'abbé Allard, qui tous deux ont apporté aux Canadiens français d'Ontario et de l'Ouest, le salut fraternel du peuple acadien, dont la survivance est un éclatant miracle de la Providence.

Mais un bon nombre des nôtres ont passé la ligne 45ème et vivent aujourd'hui à l'ombre du drapeau étoilé. La plupart d'entre eux, s'ils gardent toujours un souvenir ému de la belle province d'où ils tirent leur origine, sont cependant fixés là-bas sans aucune idée de retour au vieux Québec et avec la ferme détermination de conserver les traditions ancestrales et de continuer dans la Nouvelle-Angleterre *gesta Dei per Francos*. Cette intéressante partie de la famille française en Amérique était, elle aussi, bien représentée au dernier voyage de *La Liaison française* par trois dignes curés du diocèse de Manchester : MM. les abbés O.-F. Bousquet, de Berlin Falls, O.-N. Desmarais, de Dover, et L.-P. Routhier de North-Stratford, qui exprimèrent aux Canadiens français d'Ontario et des provinces de l'Ouest une sympathie d'autant plus sincère et plus profonde qu'ils ont eux-mêmes à lutter pour les mêmes causes et quelquefois contre les mêmes ennemis.

Et il n'y a pas jusqu'aux Canadiens français de l'Ouest qui ne voulurent avoir leurs délégués, sinon officiels, du moins officieux, dans le voyage de *La Liaison*. Et à Winnipeg, nous avons le plaisir de voir se joindre à nous Mgr Jubinville, curé de la cathédrale de Saint-Boniface et Vicaire Général de Sa Grandeur Mgr Béliveau, fils d'un pionnier de la colonisation dans les prairies de l'Ouest et né sur le territoire manitobain. Et plus loin, en Alberta, notre groupe s'augmenta encore d'une unité quand M. Deschênes, autrefois de Québec et aujourd'hui marchand de Morinville, monta

---

sur notre train pour se rendre jusqu'à Vancouver et effectuer ensuite avec nous le voyage de retour jusqu'à la vieille cité de Champlain.

Tous les groupes français étaient représentés dans le voyage de *La Liaison* : il en est de même des différentes classes sociales. Nous avons parmi nous des prêtres et des laïques, des hommes d'étude et des gens d'action, des professionnels : médecin, notaire (pas d'avocat cependant ; est-ce parce que nous n'allions faire la loi à personne ?), des journalistes, des économistes, des fonctionnaires supérieurs, des industriels, des commerçants, des agriculteurs : un actuel *habitant*, M. Laurent Barré, premier président de l'union catholique des Cultivateurs de la Province de Québec, qui comprend la beauté et la noblesse de sa profession, qui s'honore de lui appartenir et qui l'aime ; et un ex-remueur de terre, M. Olivar Asselin, actuellement rédacteur de la revue économique *La Rente*, mais qui à seize ans avait déjà défriché plusieurs arpents du bien paternel. Si M. Asselin a changé de profession, il ne conserve pas moins un excellent souvenir de celle de ses jeunes années. Ajoutons qu'il a aussi un culte intelligent et pratique pour les agriculteurs, et spécialement, pour ceux de sa race.

Enfin, ce qui a contribué à donner un plus grand prestige encore aux voyageurs de *La Liaison française* et leur a permis d'exercer une action plus profonde, c'est que le Gouvernement provincial a voulu y avoir, comme en 1925, son représentant officiel qui a été cette année le sympathique et actif M. Paquet, député de Montmagny.

\*  
\* \*

Maintenant qu'on a fait connaissance avec les voyageurs, l'on aimerait peut-être à savoir comment s'est effectué le voyage. Très confortablement et très agréablement, par

train spécial du Canadien National, à bord d'un convoi composé d'un wagon-restaurant et de plusieurs wagons-salons tout acier et dont les employés, non seulement les officiers supérieurs mais les simples garçons de table et les serviteurs des wagons-lits parlaient un excellent français et ont rivalisé de délicatesse et de zèle pour faire que ce voyage nous soit un plaisir sous tous rapports.

Et en cheminant ainsi, nous nous faisons cette réflexion : Pourquoi n'encourage-t-on pas davantage nos chemins de fer nationaux ?

Ici, au pays, personne n'ignore que nous avons deux voies ferrées, concurrentes sur une grande partie de leur parcours : le Canadien National et le Pacifique Canadien, plus brièvement, le C. N. R. et le C. P. R. (1) Le premier est la propriété de l'État ; l'autre, d'une compagnie particulière.

Eût-il mieux valu laisser à l'initiative privée la construction et l'exploitation de notre réseau national ? Plusieurs le pensent, et nous ne serions pas pressés de dire qu'ils ont tort. D'abord le rôle de l'État n'est pas de se substituer à l'activité privée, mais de l'aider et de ne la suppléer que si elle est impuissante, et dans la mesure où elle n'est pas à la hauteur de la tâche. Or une compagnie particulière, celle du Pacifique Canadien, avait déjà construit et exploitait avec succès un premier transcontinental. Puis c'est une vérité qui se peut facilement inférer des conditions actuelles de la nature humaine, dont l'intérêt propre constitue l'un des principaux stimulants, et c'est un fait d'expérience que l'administration privée est incomparablement plus économique et plus efficace que l'administration publique.

Mais nous n'avons pas le choix, et nous sommes aujourd'hui en face d'un fait accompli : l'État possède tout un réseau ferroviaire.

(1) Ces expressions abrégées sont pratiquement passées dans la langue française. Cela nous justifie de les employer ici. J.-F.

Disons, entre parenthèses, qu'on a, sinon fait disparaître complètement, du moins considérablement atténué les mauvais effets de l'étatisation en confiant l'administration de ce chemin de fer à une commission censément indépendante des politiciens.

Nous avons donc deux grands chemins de fer dont l'un, le C. P. R., appartient à une compagnie particulière, et l'autre, le C. N. R., est la propriété du peuple canadien. Ne serait-ce pas patriotisme d'encourager le C. N. R. et de voyager par cette voie plutôt que par le C. P. R. quand on le peut facilement? Nous y sommes, semble-t-il, d'autant plus obligés que le C. P. R., construit depuis une cinquantaine d'années déjà et traversant des régions d'un développement plus avancé, est très prospère. La preuve, c'est que la côte des actions de cette Compagnie sur la marché oscille actuellement entre 185 et 195.

Le C. N. R., de construction plus récente et d'un coût, pour plusieurs raisons, plus élevé, traversant des régions moins développées et d'une population moins dense, est dans une situation financière nécessairement moins brillante.

Non seulement il n'accuse pas de surplus, mais les administrateurs, pour me servir de l'expression imagée et pittoresque d'un politicien, ne bouclent leur budget que par des déficits annuels assez inquiétants.

Pour être juste cependant, il faut ajouter que Sir Henry Thornton, président des Chemins de fer Nationaux, grâce à une habile administration, a réussi à diminuer ces déficits et laisse entrevoir des années plus prospères. Tout de même, la situation financière du C. N. R. est bien inférieure à celle du C. P. R. Aussi, dans ces conditions, ne serait-ce pas un égoïsme de bon aloi, c'est-à-dire, une charité bien ordonnée que de favoriser de préférence le C. N. R. ?

Qu'on remarque bien que nous ne sommes pas un ennemi du C. P. R. Cette compagnie, si elle a reçu du Gouvernement canadien de généreux subsides en argent et en terres, a aussi

rendu de signalés services à notre pays. Aussi, loin d'envier sa prospérité, nous en réjouissons-nous. Mais nous persistons cependant à croire qu'il est de notre devoir, à nous, Canadiens, de favoriser d'une manière spéciale notre réseau ferroviaire, d'autant plus qu'en le faisant nous allégeons indirectement le fardeau des taxes qui pèse sur nos épaules.

Imagine-t-on des membres d'une même famille, des frères, possédant et exploitant un service urbain de taxis et se servant, eux, pour leurs courses personnelles, des voitures d'une compagnie concurrente ? Eh ! bien, c'est ce que font les Canadiens qui voyagent par le C. P. R. quand ils pourraient tout aussi bien le faire par le C. N. R., celui des deux chemins de fer qui nous appartient et qui, d'ailleurs, nous donne un aussi bon service que le fait le C. P. R.

\*

\* \*

Mais mettons fin à cette digression et revenons à notre sujet.

La première impression des voyageurs de *La Liaison française* a été que notre pays est bien grand. Sans doute, c'est une chose que nous savions déjà ; il y a longtemps que nous avions vu dans nos manuels de géographie que le Canada a plus de 3,500 milles de l'Atlantique au Pacifique ; mais ce que nous croyions sur la parole d'autrui, nous en avons maintenant une connaissance expérimentale. Partis de Québec le 27 juin, nous n'y sommes rentrés que le 16 juillet. Il y a sans doute eu de nombreux arrêts en route ; cependant, déduction faite du temps consacré aux visites des nôtres et aux excursions de touristes, il reste onze jours. C'est dire qu'il nous a fallu cinq jours et demi de vingt-quatre heures pour franchir presque en ligne directe la distance qui sépare Québec de Vancouver. C'est à peu près le temps qu'il faut, croyons-nous, pour traverser l'Europe entière de l'Est à l'Ouest.

---

Oui le Canada est bien vaste ; il est aussi bien beau et bien riche.

Bien beau. Sans doute les beautés ne sont pas partout les mêmes ; elles diffèrent avec les provinces. La Colombie a ses hautes montagnes et ses côtes pittoresques ; l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, leurs immenses prairies couvertes à l'automne de blés d'or ; l'Ontario a ses nombreux lacs et ses vastes mers intérieures ; le Québec, son majestueux fleuve et ses gracieuses campagnes, pour ne parler que des provinces que nous avons visitées cette année. Mais si les beautés diffèrent, elles sont toujours réelles et magnifiques dans leur genre.

Abondantes enfin sont les richesses naturelles du Canada. Le Créateur a été pour notre pays d'une étonnante prodigalité ; il nous a donné la forêt, la prairie, les mines, les pêcheries, les pouvoirs d'eau.

Malheureusement ces inestimables richesses, qui nous appartiennent par droit d'aînesse, on les vend à l'étranger, ou plutôt on les troque contre un plat de lentilles. Les Américains achèvent de s'emparer de nos forêts et de les détruire. Il y a quelques années déjà des esprits clairvoyants ont élevé la voix, ont averti le public que nos réserves forestières ne sont pas inépuisables, qu'au train quel'on va, dans cinquante ans et même vingt-cinq ans, il n'y en aura guère plus de forêts facilement et lucrativement exploitables ; mais sourd à ce cri d'alarme, on ne cesse de faire d'autres concessions, et de nouvelles usines à pulpe sortent de terre.

Une autre de nos grandes ressources naturelles, ce sont les nombreuses et magnifiques chutes de nos fleuves et rivières. Mais nos pratiques voisins d'outre quarante-cinquième n'ont pas manqué de les remarquer et de se les faire concéder, souvent à vil prix. Et heureux encore sommes-nous, Canadiens, quand on se contente de leur donner nos forces hydrauliques et qu'on ne leur sacrifie pas en même temps les cultivateurs avoisinants.

Mais la plus grande richesse d'un pays, c'est la fertilité du sol. Sous ce rapport, nous sommes particulièrement favorisés par la nature. Garde-t-on au moins pour les enfants de la patrie la bonne terre canadienne ?

Dans le Québec et le Nord-Ontario, oui, parce que, le défrichement de ces terres boisées étant un travail long et pénible, aucun autre que le Canadien n'en veut.

Mais dans les prairies de l'Ouest, où il n'y a pas de forêts, où la colonisation demande relativement peu d'efforts, où il suffit de casser la terre pour que dès l'année suivante elle rapporte d'abondantes moissons, dans l'Ouest il n'en est pas comme dans l'Est.

Ordinairement(1) on ne va pas jusqu'à refuser aux Canadiens leur part du sol encore inoccupé de leur pays. Mais les préférences et les faveurs sont pour les étrangers ; et tandis qu'un immigrant européen n'aura à payer en tout, pour lui-même et pour tous ses enfants, âgés de moins de dix-sept ans, que \$22., \$25. ou \$27., selon qu'il se rend de Londres à Winnipeg, à Regina ou à Calgary, d'un colon canadien de Montréal voulant s'établir sur une ferme de l'Ouest on exigera, selon qu'il s'embarque à destination de la capitale ou du Manitoba ou de la Saskatchewan ou de l'Alberta, respectivement \$43.45, \$55.90 et \$71.25 pour lui-même, et le prix d'un demi-billet pour chacun de ses enfants âgés de plus de cinq ans et de moins de dix-sept ans(2). Quelle peut bien être la raison d'une politique si étrange, d'une politique qui traite ainsi les habitants du pays et a moins de bienveillance pour eux que pour les étrangers ?

Et si nous devions ajouter foi à certaines rumeurs, le Gouvernement ne serait pas encore à bout de faveurs pour les Anglais. On prête en effet à l'hon. M. Forke, l'actuel ministre de l'Immigration, le projet de dépenser pendant

(1) Nous disons *ordinairement*, car il y a eu des cas où à des colons canadiens demandant à acheter certains "homesteads", non encore concédés, on a répondu : Cette région est réservée à des Anglais d'Angleterre.

(2) Voir *Le Devoir* du 28 juillet, page 4.

dix ans, conjointement avec le gouvernement britannique, la somme de vingt-cinq millions de dollars pour l'immigration au pays, le dressage à la culture et l'établissement sur des fermes canadiennes, d'enfants anglais(1), — sans doute des orphelins à la charge de l'État. — Et pendant ce temps, que se propose-t-on de faire pour les fils de nos grosses familles canadiennes ? pour les enfants de ceux qui sont établis au pays depuis longtemps, et par les taxes qu'ils y ont payées, ont largement contribué à faire du Canada, ce qu'il est aujourd'hui ? Rien du tout. On peut évidemment concevoir une politique plus nationale.

Nous ne sommes pas opposé à toute immigration européenne ; mais encore faut-il que ces immigrants qu'on nous amène des vieux pays ne soient pas trop nombreux et qu'on les choisisse bien.

Qu'est-ce donc qui nous presse tant de remplir l'Ouest d'étrangers ?

Ces plaines sont très vastes sans doute ; et il nous est actuellement impossible, à nous, Canadiens, de les occuper toutes. Mais que diarit-on d'un père de famille qui, possédant plus de terre qu'il n'en peut pour le moment cultiver, s'empresserait de se défaire de ce surplus et le vendrait à vil prix au premier venu, au risque de ne pouvoir plus établir ses propres fils, lorsque l'heure sera venue de le faire ? C'est pourtant ce que nous sommes en train de faire, nous, Canadiens. Nous possédons de vastes prairies et nous semblons n'avoir qu'une préoccupation : les donner le plus vite possible aux étrangers. Mais ces milliers et ces milliers de colons européens que nous amenons chaque été, ou ils ne font que passer au pays et ne tardent pas à franchir la frontière américaine, — et dans ce cas nous avons dépensé inutilement notre argent pour les attirer au Canada, — ou ils se fixent chez nous ; mais alors, dans cinquante ans, restera-t-il encore de la place pour les nôtres ? Et ce moment arrivé, où ira le

(1) Voir *Le Devoir* du 23 juillet, Bloc-notes.

---

surplus de notre population ? Ne serons-nous pas dans la situation où se trouvent, actuellement, la plupart des peuples européens, qui ne savent que faire de leurs enfants ?

Une autre raison qui doit nous faire veiller à ce que le flot d'immigrants qu'on dirige d'Europe sur notre pays ne soit pas trop considérable, c'est qu'il risquerait de nous noyer, c'est qu'il serait dangereux pour le Canada d'admettre chez lui plus d'étrangers qu'il n'en peut assimiler. Ouvrir trop larges les portes de notre pays à l'immigration étrangère, ce serait hâter la rupture d'un double lien : le lien qui unit le Canada à l'Angleterre et celui qui unit les diverses provinces de la Confédération entre elles ; ce serait préparer la mort de la nationalité canadienne.

L'immigration étrangère devrait être modérée ; il faut aussi qu'elle soit bien choisie. Favorisons l'établissement sur les fermes de l'Ouest, d'abord de vrais Canadiens, surtout de Canadiens français ; ce sont ces derniers qui constituent le plus solide lien de l'Est et de l'Ouest et le plus ferme rempart du Canada contre l'absorption américaine. Puis, admettons un certain nombre d'étrangers si nous le voulons ; mais prenons garde qu'ils ne soient pas atteints du virus bolchéviste, et choisissons-les parmi ceux qui sont les plus susceptibles de prendre la mentalité canadienne et de faire de bons agriculteurs. Nous avons déjà trop de chômeurs dans nos villes ; et il ne faudrait pas, en attirant ici des immigrants impropres à la culture, augmenter le déséquilibre qui existe déjà entre les populations rurale et urbaine.

\*

\* \*

Nous avons donc remarqué, au cours du voyage que nous avons fait dans l'Ouest, sous les auspices de *La Liaison française*, que notre pays est bien grand, bien beau et bien riche, et nous avons instinctivement déploré en nous-même

---

qu'on ne conserve pas davantage ces richesses pour les nôtres.

Notre attention a encore été frappée par un autre fait : dans les nouvelles villes de l'Ouest que nous avons visitées, il n'y a pas ou il y a moins de ces horreurs dont sont affligées nos villes de l'Est, particulièrement Québec et Montréal. Dans les quartiers résidentiels de Winnipeg, de Régina, de Calgary, d'Edmonton, de Vancouver et de Victoria, en général du moins, l'on ne voit pas de ces maisons laides, hautes, étroites, profondes, mal éclairées, conséquemment humides et malsaines, qui constituent de véritables foyers de tuberculose. On y a adopté un genre d'habitations plus jolies, plus rationnelles, plus hygiéniques : des maisons à un seul ou tout au plus à deux étages, selon la manière canadienne de parler, à logement unique, bâties à une distance raisonnable les unes des autres ainsi que de la rue, bien ensoleillées et entourées de gazon, d'arbres et de fleurs.

La cause de cet état de choses que les gens sensés déplorent, à Québec et à Montréal ? Elle est multiple. Il y a d'abord l'âpreté au gain des propriétaires de terrains, généralement des spéculateurs qui ont commencé sans bruit par se rendre maîtres de toutes les terres en culture situées dans la banlieue, puis les ont divisées en *lots à bâtir*, en ne consultant ni les lois de l'esthétique ni les exigences de l'hygiène mais l'intérêt de leur bourse. Il y a en second lieu la négligence des autorités, — municipales ou provinciales ? nous n'avons pas à faire ici le partage des responsabilités, — qui ne font rien ou à peu près pour arrêter et prévenir pareil genre de constructions et atténuer le fléau des logements insalubres.

Et pendant ce temps-là on multiplie et on agrandit les sanatoriums et les hôpitaux modernes, pour tuberculeux. Il nous semblerait pourtant, à nous profanes, plus rationnel et même plus pratique, avant de mettre une emplâtre sur le mal, de s'efforcer d'en faire disparaître la cause.

Une autre constatation qu'il nous a été donné de faire au cours de notre voyage de *La Liaison française*, c'est que

les Anglais, en général, ont bien plus que nous le sens des beautés de la nature ; qu'ils affectionnent tout particulièrement la verdure et les fleurs et qu'ils en embellissent leur *home*. Nous aurions beaucoup à apprendre d'eux sous ce rapport. Nous sommes généralement trop prosaïques, nous, Canadiens français. Nous ne savons pas assez à l'utile mêler l'agréable. Il serait pourtant si aisé de le faire, et il en coûterait si peu d'agrémenter sa demeure en l'entourant de gazon, de fleurs et d'arbres d'ornementation. Ce serait de nature à réjouir nos yeux et à élever notre âme. Il y a évidemment une éducation à faire, chez nous, sous ce rapport.

(à suivre)

Joseph FERLAND, ptre

---